



Edito

C'est la rentrée !

Mais comment oublier déjà les débats et préoccupations de l'été qui s'achève ? L'eau, à laquelle on ne prêtait guère attention autrefois, est devenue aujourd'hui une ressource précieuse, rare et disputée. La Grèce, destination touristique de rêve, est désormais transformée en fournaise. Sur de tels sujets, réflexion et réponses ne peuvent être qu'euro-péennes pour ne pas dire mondiales. Marthe-Claire Portran et Michel Lefrançois illustrent comment notre Union essaie d'aborder ces questions et d'organiser des réponses communes.

Dans cette recherche de solution, le Parlement européen, expression directe des peuples de notre continent, doit jouer un rôle majeur. Malheureusement, cette institution reste encore méconnue. Lauren Peluso nous présente l'une des tentatives menées pour mieux faire connaître cette assemblée dont le renouvellement sera un évènement majeur du printemps prochain tandis que Colette Modion amorce, par ses propositions de lecture, la réflexion sur l'Europe du futur.

Plus prosaïquement, Pierre Mandon nous rappelle que l'Espagne exerce désormais la présidence de l'Union pour une durée de 6 mois. Les priorités qu'elle se fixe sont intéressantes mais la fragilité du gouvernement espagnol, dépourvu de majorité claire, permettra-t-elle d'être à la hauteur des ambitions ?

En cette rentrée pleine de possibles, EuropaLoire vous invite à poursuivre la réflexion sur notre avenir européen.

Bonne rentrée et Bonne lecture !



Daniel IMBERT-MAGAND

L'édito	1
Université d'automne du MEF	1
Un « Pacte bleu » pour l'Union Européenne	1-2
Incendies en Grèce. L'UE mobilisée	3
Présidence Espagnole de l'UE	4
Projet More in 24	5
Association Innovation Jeunesse Découverte	5
L'Europe près de chez vous	6
Suggestion de lecture	6

Un « Pacte bleu » pour l'Union européenne, priorité souhaitée du CESE

Rappel du rôle important du CESE

L'extrait suivant de l'ouvrage Droit de l'Union européenne de Solveig Henry rappelle les aspects principaux du rôle du CESE :

« En plus de ses sept institutions, l'UE peut compter sur plusieurs entités pour réaliser ses objectifs... ». D'abord discrète, la fonction des organes consultatifs a pris de plus en plus d'importance au fil de la construction européenne eu égard notamment à la volonté de renforcer le caractère démocratique du processus décisionnel....

Le premier des deux organes consultatifs mis à la disposition des instances décisionnelles est le Comité économique et social. Instauré en 1957 (Traité de Rome), le Comité économique et social européen (CESE) visait à l'origine à associer les groupes socio-économiques à la création du marché commun. Il permet aujourd'hui d'aider les institutions européennes à définir des politiques et des textes mieux adaptés aux réalités économiques et sociales et à favoriser le développement d'une Union plus proche des citoyens.

Le CESE est composé de représentants des organisations d'employeurs, de salariés et d'autres acteurs représentatifs de la société civile.... »

Le CESE est donc la voix de la société civile. Il donne, à leur demande, des points de vue au Conseil, à la Commission et au Parlement européen, mais il peut aussi émettre des avis de sa propre initiative. Et c'est dans ce cadre que le CESE a inscrit l'eau à l'ordre du jour de l'UE en formulant les premières propositions concrètes d'un «pacte bleu».

Le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement

Il est important à ce stade de rappeler la résolution 64/292 adoptée le 28 juillet 2010 par l'Assemblée générale des Nations Unies

[Université d'automne du MEF 2023 : Rendez-vous à Strasbourg !!](#)



A moins d'un an des prochaines élections européennes, cette nouvelle édition de notre rencontre annuelle sera l'occasion de rassembler tous les acteurs de la société civile européenne.

Un programme riche en tables-rondes, ateliers et formations vous attend en plein cœur de la capitale européenne.

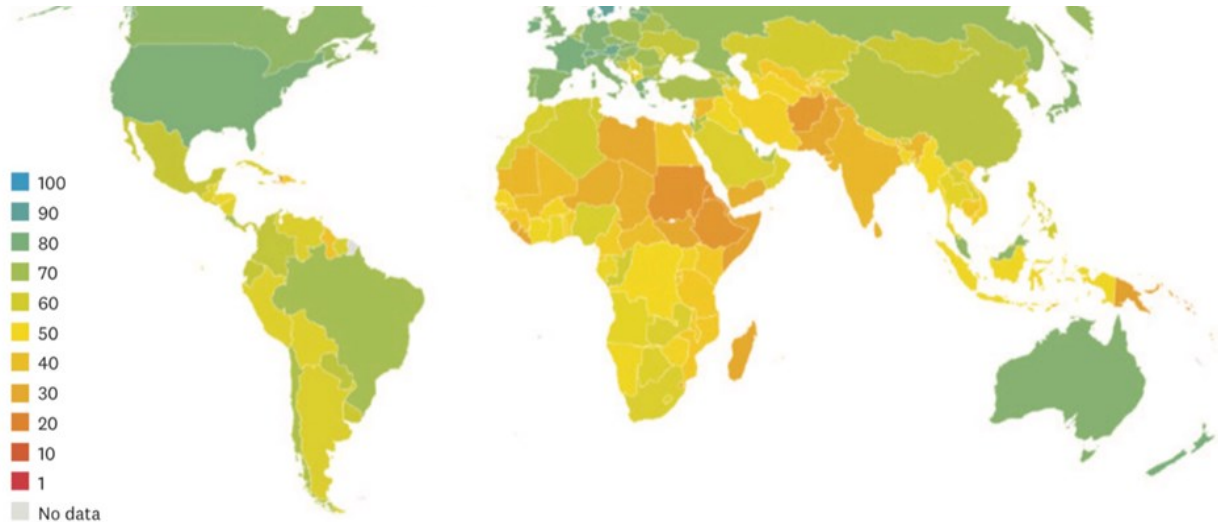
Inscrivez-vous avant le 21 septembre <https://mouvement-europeen.eu/universite-dautomne-2023-rendez-vous-a-strasbourg/>

Un « Pacte bleu » pour l'Union européenne

qui reconnaît en particulier que «le droit à l'eau potable et à l'assainissement est un droit de l'homme, essentiel à la pleine jouissance de la vie et à l'exercice de tous les droits de l'homme».

Elle est complétée par une législation plus spécifique, comme les directives sur l'eau potable, sur les eaux de baignade, sur les risques d'inondation ainsi que la directive-cadre «stratégie pour le milieu ma-

Le CESE a dès lors commencé à préparer une série d'avis examinant les aspects économiques, sociaux, environnementaux et géopolitiques de l'eau, lesquels avis ont été adoptés en juillet.



La sécurité de l'eau par pays cartographiée à l'échelle mondiale, sur la base d'un score de 1 à 100 qui résulte de la combinaison des 10 composantes suivantes:
1. Eau potable 6. Valeur de l'eau

Cette résolution se retrouve dans l'objectif n°6 d'un plan à « 17 objectifs pour transformer le monde » établi en 2015 pour 15 ans.

Il est aussi important de constater que malgré la réalité d'un contexte géopolitique mondial tendu et les vents contraires d'un défaitisme ambiant, de tels projets continuent de progresser.

L'Europe a démontré un soutien considérable à la résolution des Nations unies par la résolution du Parlement européen du 8 septembre 2015 sur le suivi de l'initiative citoyenne européenne "L'eau, un droit humain" (Right2Water). Right2Water est la première initiative (ICE) à avoir satisfait aux conditions énoncées dans le règlement (UE) n° 211/2011 relatif à l'initiative citoyenne et à avoir été présentée au Parlement après avoir reçu le soutien de près de 1,9 million de citoyens.

La protection et la gestion des eaux sont de fait un élément majeur de la politique environnementale de l'UE. La directive-cadre sur l'eau (DCE) établit un cadre juridique destiné à protéger et à remettre en état les eaux sur le territoire de l'Union, ainsi qu'à assurer leur exploitation durable à long terme.

rin» et par des accords internationaux (Lien vers Fiches thématiques).



Le Pacte bleu (Blue Deal)

Malgré tout, alors que la pénurie d'eau et la pollution continuent de poser des défis mondiaux, le cadre politique actuel de l'UE semble insuffisant. Pour résoudre ce problème, des experts de haut niveau dans le domaine de l'eau se sont réunis le 27 février 2023 au sein du CESE pour identifier des solutions possibles. Cette audition marque le début des travaux du CESE sur l'eau.

Une délégation du CESE était présente à New York pour la Conférence des Nations Unies sur l'eau qui s'est tenue du 22 au 24 mars 2023. Pour la première fois depuis 1977, elle réunissait des Etats, la société civile et des acteurs du secteur pour travailler à la réalisation de l'objectif de développement durable n°6 mentionné plus haut.

Lors d'une conférence de haut niveau intitulée "Call for an EU Blue Deal" en octobre 2023, le CESE annoncera ses propositions et appellera la Commission européenne à considérer l'eau comme une priorité à l'échelle européenne.

Pour plus de détails, les six avis adoptés les 12 et 13 juillet 2023 par le Comité économique et social européen sont accessibles via les liens descriptifs suivants :

- L'accès à l'eau : la lutte contre la précarité hydrique et ses conséquences pour la politique sociale
- Infrastructures et réseaux de distribution d'eau durables et résilients
- Aspects économiques d'un pacte bleu pour l'Europe
- Industries à forte consommation hydrique et technologies économes en eau
- Gestion durable de l'eau et urgence climatique: solutions circulaires et autres pistes pour le système agro-alimentaire de l'UE dans le cadre d'un futur pacte bleu
- Consommation économe en eau

Michel LEFRANCOIS



Incendies en Grèce : l'UE se mobilise

La Grèce a activé cet été le mécanisme européen de protection civile pour l'aider à faire face aux terribles incendies qui touchent son territoire. L'Union européenne et ses États membres ont mobilisé pour répondre à son appel :

- des équipes de lutte contre les incendies, y compris des véhicules d'urgence, des hélicoptères et des centaines de pompiers
- des avions de la flotte rescEU basés en France et en Italie

Le mécanisme de protection civile de l'UE coordonne la réaction aux catastrophes naturelles ou d'origine humaine au niveau de l'Union. Il vise à :

- promouvoir la coopération entre les autorités nationales de protection civile
- renforcer la sensibilisation et la préparation des citoyens aux catastrophes
- permettre la fourniture d'une aide rapide, efficace et coordonnée aux populations touchées.

Outre les 27 États de l'Union européenne 9 autres États y participent : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine,

l'Islande, le Monténégro, la Norvège, la Serbie, la Macédoine du Nord, la Turquie, et depuis le 20 avril 2023 l'Ukraine.

Chaque État contribue au financement du Centre de coordination de la réaction d'urgence (ERCC) qui gère le fonctionnement du mécanisme de protection civile, et envoie sur place des équipements et du personnel.

Depuis sa création en 2001, le Mécanisme de protection civile de l'UE a répondu à plus de 650 demandes d'assistance, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UE.

Complétant ce dispositif le programme ResCue est une « réserve de capacités européennes » d'urgence, financée par l'Union Européenne, et comprend notamment des Canadairs et hélicoptères bombardiers d'eau. Cette année, les capacités aériennes du dispositif européen ont été multipliées par 2 passant à 28 appareils dont 10 Canadair, 14 avions amphibies légers et 4 hélicoptères. La Commission européenne prévoit une augmen-

tation progressive de ces équipements.

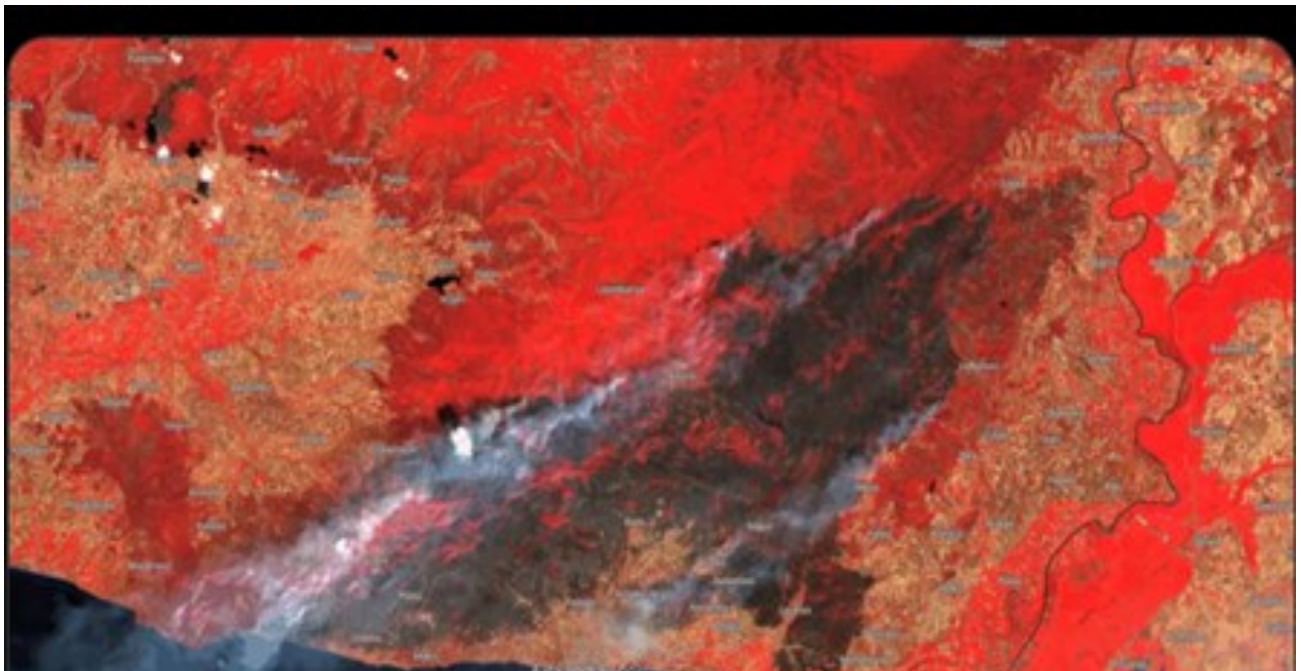


Enfin le système satellitaire Copernicus de l'agence spatiale européenne permet de fournir quasiment en temps réel des cartes d'évaluation des dommages, relatives aux zones touchées.



Marthe-Claire PORTRAN

Image satellite - Copernicus (les incendies grecs vus du ciel)



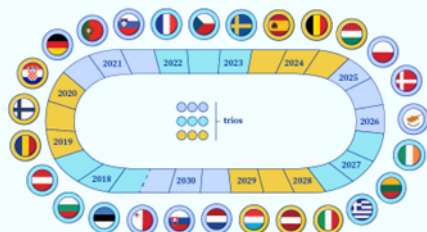
La présidence espagnole du Conseil de l'Union

Après la France et la Suède, c'est donc l'Espagne qui assure la Présidence du Conseil de l'Union européenne, du 1er juillet au 31 décembre

1, 2, 3 présidents...

La présidence du Conseil est tenue à tour de rôle par chaque État membre pour une période de six mois. Au cours d'un semestre, la présidence anime des réunions à tous les niveaux au sein du Conseil, contribuant ainsi à assurer la continuité des travaux de l'Union européenne.

Les États membres qui assurent la présidence travaillent en étroite coopération par groupes de trois, appelés « trios ». Ce système a été introduit par le traité de Lisbonne en 2009. Le trio fixe les objectifs à long terme et élabore un programme commun définissant les thèmes et les grandes questions qui seront étudiés par le Conseil au cours des dix-huit prochains mois. Sur la base de ce projet, chacun des trois pays élabore son propre programme semestriel plus détaillé



Le trio actuel est composé des présidences espagnole, belge et hongroise

Le 15 juin dernier, le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, a présenté à Madrid le projet de mandat de la future Présidence espagnole du Conseil de l'UE (PEUE).

Dans une période de grands défis pour les États membres et l'Union européenne dans son ensemble, quatre priorités ont été dévoilées :

<https://spanish-presidency.consilium.europa.eu/fr/programme/priorites/>

Lutter contre les conséquences négatives de l'ouverture au monde en renforçant l'autonomie stratégique de l'Union

Œuvrer pour la transition écologique et l'adaptation environnementale en réformant le marché de l'électricité ;

Promouvoir une plus grande justice sociale et économique en faisant de la révision des règles fiscales européennes

une priorité ;

Renforcer l'unité européenne en consolidant l'identité de l'Union et les valeurs communes des États membres



Ce semestre sera jalonné de 22 réunions ministérielles informelles en Espagne, réparties géographiquement et dans le temps, et d'un Conseil européen informel qui se tiendra à Grenade. Les principales lignes de travail comprendront l'examen des plans de relance et de résilience, l'agenda social de l'UE

qui passe par l'achèvement du pilier européen des droits sociaux et le plan d'action du pilier social, l'Agenda vert de l'Union, destiné à consolider la lutte contre le changement climatique en faveur de la biodiversité et de la réforme du marché de l'énergie.

En matière de politique extérieure, le Royaume d'Espagne a souligné l'opportunité d'attirer l'attention de l'Union sur deux régions cruciales : l'Amérique latine et le voisinage Sud.



As-

« Au cours de ces dernières décennies, l'Europe a montré tout ce qu'elle pouvait faire pour l'Espagne. Le moment est venu pour l'Espagne de montrer au monde tout ce qu'elle peut faire pour l'Europe », Pedro Sánchez

surant la fonction de présidence, l'Espagne doit principalement remplir deux missions : celle de planifier et de présider les sessions du Conseil et les réunions de ses instances préparatoires ainsi que celle de représenter le Conseil dans les relations avec les autres institutions de l'UE en particulier avec la Commission et le Parlement européen.

Malgré les crises internes et externes auxquelles l'UE est confrontée, l'Espagne travaille pour faire progresser les intérêts communs de l'ensemble des États membres. La culture du compromis, propre aux travaux du Conseil, doit garantir le développement d'un esprit de coopération et de solidarité pour surmonter les enjeux et construire un avenir meilleur pour l'Union et ses 446 millions de citoyens.

Dans la perspective des élections au Parlement européen du 9 juin 2024, puisse l'UE s'imprégner de la devise de la PEUE, « L'Europe, plus proche », soulignant l'esprit de proximité humaine, politique et institutionnelle de l'Union européenne.

Pierre MANDON

<https://spanish-presidency.consilium.europa.eu/media/bsjchsw/programme-presidence-espagnole-conseil-ue-2023.pdf>



Projet More in 24 : Savez-vous quand se déroulent... les prochaines élections européennes ?

Voici la question que nous posions aux passants dans les rues de Turin... Toute nationalité confondue, tout âge confondu, une seule personne sur 23 nous a répondu « je crois que c'est en juin de cette année ».

Face à ce manque d'information regrettable, identifié depuis des années, et à l'approche des élections européennes qui se déroulent en juin 2024, l'European Youth Card Association (EYCA) et la Commission Européenne ont créé le projet More in 24. Ils ont décidé de rassembler une cinquantaine de jeunes provenant de 17 pays de l'Union européenne afin de créer des « changemakers ».



Le lancement de ce projet, qui a eu lieu du 24 au 28 juillet 2023 à Turin, a eu pour but de former les changemakers pour intéresser les jeunes aux élections européennes et les inciter à voter !

Qu'est-ce qu'un changemaker ?

Concernant la France, cinq changemakers ont été sélectionnés par l'Association Innovation Jeunesse Découverte. Dans l'année, chacun doit réaliser deux événements.

Un premier, entre septembre et mars, sensibilisera les jeunes aux élections européennes. Le second, de mars jusqu'aux élections, rassemblera, a minima, deux députés européens actuels ou candidats afin d'avoir un temps d'échanges entre eux et avec le public.

Diffuser une meilleure connaissance de l'Union Européenne étant un objectif partagé avec les JES et le Mouvement européen, nous avons décidé d'organiser ensemble ces événements pour utiliser l'expérience de tous au profit de la promotion des élections européennes.

En plus de ces manifestations, chaque équipe nationale doit réaliser une vidéo Tik Tok/réal par mois sur une thématique particulière

Cette formation à Turin nous a appris à communiquer sur le sujet, à identifier des activités pour intéresser le public cible, à orga-

niser des événements etc. Elle nous a permis également de créer un réseau de contacts. Pour ma part, cette session m'a conduite à former un partenariat avec les changemakers maltaises.

Qui plus est, une des Maltaises fait partie des JES Malta, dès lors, une belle collaboration semble voir le jour entre les JES et JEF Malte.



Les projets à venir...

Mi-septembre, nous mettons en place une journée sensibilisation et informations pour répondre à vos interrogations concernant les élections européennes sur le campus tréfilerie et sur la place Jean Jaurès à Saint-Étienne. Plus de détails dans les jours à venir, restez connectés !

Aussi, un événement transnational est en cours d'organisation avec les changemakers maltaises - une simulation d'une réunion du Parlement européen - qui se déroulera en novembre 2023 au Parlement national maltais.

On vous attend nombreux !!!

Lauren PELUSO



L'Association Innovation Jeunesse Découverte – European Youth Card France

Vous avez entre 12 et 30 ans ?
Vous êtes jeunes citoyens européens ou résidents en Europe ?
Vous voulez découvrir l'Europe ?

L'Association Innovation Jeunesse Découverte est faite pour vous !

Son objectif premier est de trouver des solutions pour que les jeunes européens profitent des avantages et droits que l'Europe leur offre.

Qu'est-ce qu'elle propose ?

Elle encourage votre participation à la citoyenneté active.

Elle promeut votre mobilité en Europe.

Elle vous informe sur les enjeux européens Elle vous propose la Carte jeunes européenne en France.



Comment ?

En vous encourageant à réaliser des échanges socioculturels, à participer à des concours, à réaliser des projets européens.

Elle vous pousse également à vous déplacer en Europe, grâce à la mise en place de la Carte jeunes européenne et bien d'autres initiatives !

Elle vous informe sur ce que fait l'Europe, l'EYCA, mais aussi sur ce qui se passe dans différents domaines comme l'éducation, les voyages, les formations, etc.

Qu'est-ce que la carte jeunes européenne ?

Un Accord partiel sur la mobilité des jeunes a été signé en 1987 au sein du Conseil de l'Europe, instituant cette carte destinée aux jeunes de 12 à 30 ans. Elle facilite l'accès à de nombreux avantages et réductions dans divers secteurs et services (transport, hébergement, loisirs, sports, culture, santé, etc.).

Le principe de la Carte jeunes européenne est celui de la réciprocité : en prenant votre carte en France (<https://cartejeunes.fr/la-carte/>) vous bénéficiez des avantages développés en France mais aussi de ceux de la Carte jeunes européenne des 38 pays qui participent au programme !

Mouvement Européen

Le Mouvement Européen France est une association créée en 1949. Trans partisane, elle a pour objectifs de mieux faire connaître l'Europe et de faire vivre un débat public pluraliste. Elle comporte une branche ouverte aux jeunes de 16 à 35 ans (Jeunes Européens France), désireux de défendre le projet européen.



Pour nous contacter :

loire@mouvement-europeen.eu



Directrice de la publication : Marthe-Claire Portran

Comité éditorial : Colette Modion, Jean-Paul Villié, Pierre Mandon, Daniel Imbert-Magand, Michel Lefrançois.

Adhérez au
Mouvement européen :

<https://mouvement-europeen.eu/>

L'Europe près de chez vous

Partenariat Maison de L'Europe et AIMCP Loire :
le Forez-Coeur de Loire au cœur de... l'Europe!

L'édition 2022 du championnat d'Europe de joëlette avait constitué la 1ère contribution de l'association Maison de l'Europe "Coeur de Loire", créée le 1 septembre 2022. L'accueil de la 3ème édition de cette manifestation populaire et ouverte à tous à St Galmier le samedi 23 septembre 2023 sera marquée par :

Un parcours sportif et inclusif ouvert à tous: la Joëlette est un cycle monoroue adapté à des personnes à mobilité réduite, fabriqué depuis plus de 30 ans dans la Loire, par l'entreprise Ferrriol-Matrat à Roche la Molière ! En 2019, l'Association des Infirmités Motrices Cérébrales et Polyhandicapés (A.I.M.C.P.) de la Loire a décidé de lancer un championnat d'Europe de joëlettes à l'occasion de la Journée mondiale de la Paralympie cérébrale : quatre coureurs valides se relayent pour faire avancer la Joëlette sur un parcours total de 9 km.

L'Europe de la jeunesse inclusive au rendez-vous de la 3ème édition : à l'initiative de l'UFCV42, cette édition 2023 constitue l'opportunité d'une première rencontre des partenaires engagés dans le projet SE-QUEL 2024 autour des thématiques de jeunesse et d'inclusion. Au programme : réunions, table ronde et ateliers, dont un ouvert à tous, le samedi 23 septembre au cœur du village d'animation de la course.

Une animation-valorisation franco-allemande et européenne : le parking des Glycines situé devant La Maison de l'Europe et des Jumelages en Forez-Coeur de Loire accueillera le samedi 23 septembre à 10h30 l'escale du MEMOBUS. Projet de coopération franco-allemande pour l'Europe, ce véhicule circule pendant deux mois sur les routes de France et d'Allemagne afin d'informer, à chacune des 23 villes étapes, sur les possibilités de rencontres, d'échanges, de coopération, d'information.

Renseignements et inscriptions pour la course, ouverte à tous: accueil.siege@aimcp-loire.fr tel : 04.77.57.90.59

Le Saviez vous ?

Sur les 20 équipes, réparties en 4 poules, qui participent à la **Coupe du monde de Rugby**, on trouve 5 équipes d'Etats membres de l'Union Européenne : la France et l'Italie (poule A), l'Irlande et la Roumanie (poule B) et le Portugal (poule C). De quoi regretter le Brexit, puisque l'Angleterre, le Pays de Galles et l'Ecosse participent aussi à la compétition. Une mention spéciale pour le Portugal qui jouera à Saint-Etienne le 1er octobre.

Idées lecture -



L'Europe indispensable/ Nicole Gnesotto. Editions du CNRS, 2019.

L'auteure, historienne, est spécialiste des questions européennes et internationales, professeure émérite du Conservatoire des Arts et Métiers et titulaire de la chaire Union européenne, professeur au CNAM, vice présidente du « think tank » Notre Europe et de l'Institut Jacques Delors.

Dans l'essai « L'Europe indispensable », publié en 2019, année des précédentes élections européennes, elle fait part au lecteur de ses réflexions sur la nécessaire refondation de l'Europe pour la rapprocher du citoyen. Son analyse et les pistes qu'elle avance sonnent vrai plus que jamais, le virage s'étant à peine esquissé.

A la fois pas prête à affronter les changements du monde moderne et trop ancrée dans une ligne économique et libérale, l'Europe a « permis au monde de s'enrichir et aux personnes de se rapprocher » mais « a accru les inégalités entre gagnants et perdants et amplifié les différences culturelles et les crispations identitaires ».

Nicole Gnesotto émet des propositions pour le moins radicales mais nécessaires : mise en place d'un Fonds européen anti-chômage, émancipation totale vis-à-vis des Etats Unis dans les domaines militaire, économique, commercial, énergétique, numérique, éradication des terreaux qui favorisent l'extrême droite, atteintes à l'état de droit, gestion individualisée de l'immigration...

Il s'agit de passer d'une solidarité économique à une solidarité politique pour conforter l'Europe, indispensable face à la concurrence des Etats Unis et de la Chine, mais aussi pour faire entendre sa voix et ses compétences dans la recherche médicale et technologique, indispensable aussi car elle est un modèle de société qui réunit démocratie, libéralisme, Etat providence.

A n'en pas douter ces questions s'inviteront dans les débats à venir, au cours de la campagne des élections européennes, prévues le 9 juin 2024. Nous vous proposerons régulièrement des lectures pour vous permettre de penser l'Europe que vous souhaitez.

Colette MODION

